



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Épinal, le 07/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ABCDE**

4 ZI le Champy  
54210 Saint-Nicolas-de-Port

Références : S-24-158RP  
Code AIOT : 0006209873

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement ABCDE implanté 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspectrice a suspecté une exploitation du site non conforme à l'autorisation d'exploiter et a réalisé une visite d'inspection inopinée. L'inspection a confirmé une exploitation du site avec modifications des installations sans information du préfet au préalable et donc une situation irrégulière.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ABCDE
- 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair
- Code AIOT : 0006209873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ABCDE située à MANDRES SUR VAIR est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 à exploiter une plateforme de compostage.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications de l'installation	Code de l'environnement, article R. 181-46	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater la réalisation de modification des installations sans en avoir au préalable informé Mme la Préfète des Vosges.

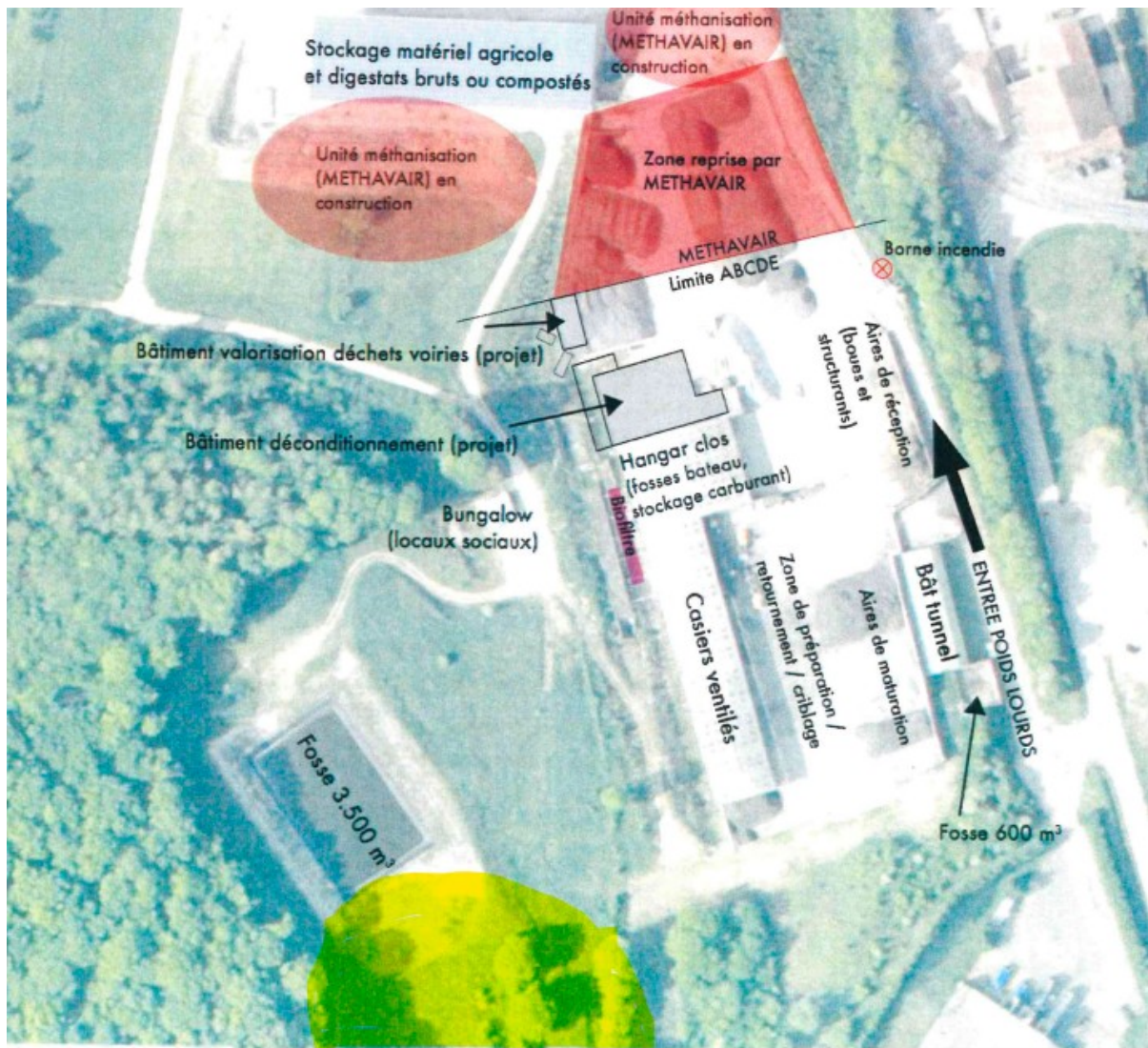
## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :  1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;  2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;  3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.  La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.  II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.  [...]

### Constats :

Le plan des installations de la société ABCDE fait état de la situation suivante dans les dossiers d'autorisation initiale et plus récemment d'information au préfet de 2017 :



Or, l'inspection a constaté lors d'une visite inopinée la présence d'une plateforme de compostage non prévue sur le plan de situation déposé par l'exploitant auprès de la préfecture et des services de l'inspection des installations classées (zone en jaune). La plateforme irrégulière, estimée à 1 800m<sup>2</sup>, est recouverte de béton récemment mis en place et supporte au minimum 8 andains de 25 mètres de longueur sur 6 mètres de largeur. L'exploitant, interrogé sur le sujet, a expliqué que les pluies importantes de ces derniers mois ont empêché le criblage des andains et qu'il leur fallait plus de place.

En l'état, il n'est pas garanti que les conditions nécessaires à la prévention des pollutions et des risques d'incendie soit respectées notamment vis-à-vis du recueil des effluents, du dimensionnement des bassins de rétention des effluents, des moyens suffisants de lutte en cas d'incendie et de l'accessibilité à la plateforme par le service départemental d'incendie et de secours des Vosges.

En l'absence de porter-à-connaissance reçu par l'administration, l'Inspection dresse donc le constat d'un défaut de porter-à-connaissance des modifications effectuées sur l'installation.

De plus, En attendant la décision de l'administration sur le porter à connaissance, la société ABCDE est tenue de faire évacuer, dans le délai maximal de 1 mois, les déchets entreposés illégalement sur la nouvelle plateforme de compostage, susceptibles de polluer les sols et les eaux.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois pour déposer un porter à connaissance faisant état des modifications intervenues sur l'installation par rapport à la situation décrite dans le dossier d'autorisation susvisé ainsi que des dangers et inconvénients liés d'un point de vue des risques accidentels, chroniques et environnementaux.